

**CIBLE**

## Exagérations

**U**n film minable donne de Mahomet une représentation outrageante. Quelques dizaines de milliers d'excités, de Tunis à Islamabad, manifestent, incendient et parfois tuent. A Paris, une poignée de fanatiques tente de faire écho à la campagne extrémiste tandis que *Charlie Hebdo* publie de nouvelles caricatures du Prophète.

Le ministère de l'Intérieur a bien réagi en faisant interpellier les personnes qui troublaient l'ordre public et en veillant à la protection du journal qui s'est spécialisé dans la provocation et qu'il faut effectivement défendre au nom de la liberté d'expression.

On aurait dû s'en tenir à ce bref commentaire au lieu de dauber sur le « monde musulman » et de baratiner sur le printemps arabe. Il y a des peuples et des nations de tradition musulmane qui ont des pratiques très différentes du même islam. Il y a des révolutions nationales et populaires qui s'inscrivent dans la dialectique des rapports de force politiques. Et il n'y a rien, vraiment rien, qui puisse évoquer une guerre de civilisations dont la France serait l'un des champs de bataille – sur lequel la liberté d'expression et la laïcité seraient menacées.

TSCG

# Agir contre la règle d'or

Histoire

**La classe  
ouvrière**

p. 6-7

Redressement

**L'impasse  
Montebourg**

p. 12

## Panique à la Réunion !

**L'anecdotique n'est pas toujours insignifiant. Prenons un exemple : les médias d'été ont fait leurs choux gras des attaques de requins sur des surfeurs à la Réunion, et les articles sur les trois morts et quelques blessés depuis décembre dernier ont envahi la presse d'août.**

**L**es faits : depuis un an ou deux, deux espèces de requins, le *tigre* et le *bouledogue*, se sont attaqués à des surfeurs de la côte ouest de l'île, produisant - outre les morts et blessés - une vague (si l'on ose dire) de panique, la désaffection des plages de la Réunion et son corollaire, le manque à gagner touristique. Une histoire qui peut s'analyser à plusieurs niveaux.

**Premier niveau :** les médias. C'est l'été, peu d'information *sérieuse* et des lecteurs avachés sur la plage. L'objectif est donc de titiller l'inconscient des vacanciers. Les articles sur les requins mangeurs d'hommes s'y prêtent, les statistiques sont complaisamment tortillées pour que ça saigne bien, et la photo est celle d'un grand requin blanc. Lequel est au *requin bouledogue* ce que le *tigre est au loup*. Illustrerait-on un article sur les loups des Alpes avec une photo de ti-

gre ? C'est pourtant ce qu'a fait toute la presse, qui par son besoin de dramatisation a rendu impossible tout traitement raisonnable du dossier.

**Deuxième niveau :** les surfeurs de la Réunion. Réaction primaire, voire infantile : nous voulons pouvoir nous éclater dans notre sport partout, tout le temps et sans risque, « *ya pas de raison et à bas les requins* ». Sans parler de l'étrange dérive de sports qui se veulent proches de la nature mais n'en supportent pas les contraintes, ces réactions parfois très violentes (1) montrent bien l'évolution du tourisme et ses effets : le touriste **paye**, donc il a des exigences, et c'est au site visité de s'adapter à ses goûts. Bonne remarque de *Charlie Hebdo* à ce sujet : si soudain le hula-hoop dans la savane à rhinocéros devenait tendance, devrait-on éradiquer les rhinocéros pour favoriser l'industrie du hula-hoop ? Une fois de plus se confirme l'observation de

Ramón Margaleff (2) : le touriste détruit par sa présence dans un lieu ce qu'il vient chercher en s'y rendant.

**Troisième niveau :** Clochemerle. Il y a comme partout des intérêts divergents à la Réunion et le prétexte des requins était idéal pour réclamer, qui la fermeture de la réserve marine gênant certains pêcheurs, qui la suppression des cages d'aquaculture de la baie de Saint-Paul ; ou pour régler des comptes entre communes. Pour cela il a fallu dramatiser encore plus et avancer des théories tirées du chapeau : attraction des requins par les proies devenues abondantes ; par les rejets des cages d'aquaculture ; par les transformations au littoral faites par le voisin, etc.

**Quatrième niveau :** les autorités. Elles avaient correctement commencé leur travail en 2011, en finançant un programme scientifique pour étudier ce problème nouveau et

fournir des éléments de décision objectifs. Mais avec la montée de la fureur médiatique la belle machine s'est affolée et la démagogie s'est installée : il a fallu agir, la fermeture des plages n'étant négociable ni chez les surfeurs ni chez les commerçants. Décision a donc été prise de tuer des requins pour plaire à l'opinion. Mais ces animaux sont protégés et une partie de la population y est opposée, donc pas de safari-requin trop visible non plus.

Kolossale subtilité de la Préfecture qui a alors exhumé un dossier de recherche sur la ciguatera, cette toxine qui s'accumule dans la chair des poissons au long de la chaîne alimentaire et s'avère dangereuse pour la consommation humaine. Donc on ne tue pas, on échantillonne. Bien sûr on ignore tout de l'origine des requins, qui viennent probablement du large et ne pourront rien nous dire sur l'origine géographique de la toxine, mais qu'importe ? De plus, étudier la ciguatera n'a de sens que sur des espèces consommées par l'homme : or ces requins sont protégés. La décision est donc absurde, mais si tout le monde est content...

**Cinquième niveau :** la réalité scientifique, l'origine des attaques et le rôle des requins dans l'écosystème. Mais de quoi il parle, lui ?

**François GERLOTTO**

(1) Voir par exemple [la page facebook](#) des surfeurs d'Océan Prévention Réunion.

(2) Écologue espagnol, et l'un des plus grands du XX<sup>e</sup> siècle.

**royaliste**  
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Panique à la Réunion !  
- p.3 : Règle dédorée - p.4 : Une réforme hasardeuse - p.5 : Désillusions - p.6/7 : Le sens d'une histoire - p.8 : Versailles - Une techno-narration - p.9 : La famille invention moderne et fragile - p.10 : Flâneries estivales - Le pouvoir à 4 mains - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Impasse Montebourg.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

### Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (50 €)     soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Règle dédorée

**La décision du Conseil constitutionnel de permettre au gouvernement de faire adopter le pacte budgétaire sans vote du Congrès et la création d'une instance destinée à avaliser ou pas, les projets de budget à de quoi surprendre, voire choquer, les praticiens du droit public et mériterait, à tout le moins, une violente réaction .**

**P**our faire simple. La ratification du nouveau traité européen de stabilité (et de croissance) obligeait, pensait-on, à modifier la Constitution. Cette opération nécessite le vote conforme des trois cinquièmes de la représentation nationale (Assemblée nationale + Sénat), réunie en Congrès. Cependant, le Conseil constitutionnel, interrogé à cet effet, a trouvé trois alinéas de la Constitution de 58 pour éviter au gouvernement la prise d'un tel risque. En effet, le texte qui avait pour but, rappelons le, de *rationaliser le parlementarisme* a encadré assez sévèrement le travail des législateurs. Ainsi, pour ce qui traite des ressources de la Nation, il a été prévu que des lois organiques puissent déterminer l'étendue et la pratique du travail parlementaire. Une loi organique, rappelons-le, est faite pour préciser tout cela en application de la Constitution.

Les "sages" ont rendu un fier service au gouvernement. Réunir les trois cinquièmes des parlementaires sur ce texte n'avait rien de bien aisé et le risque existait réellement de voir les opposants faire bloc pour retoquer le texte. La ratification se fera donc classiquement au Parlement et les voix de l'UMP permettront cela. Ce qui pose plus particulièrement problème avec tout cela c'est l'émergence d'un certain **relativisme** juridique. Or, le relativisme et le droit n'ont rien à faire ensemble. Les points de la

Constitution sur lesquels le Conseil s'est appuyé ne semblent pas permettre une utilisation dans le cas d'espèce. Rien dans les termes employés dans les articles mentionnés ne permet une extension au texte du pacte budgétaire. Pas strictement du moins. Or, une argumentation juridique doit être précise et étroitement limitée. Le pas que vient de franchir le Conseil constitutionnel est un rien inquiétant. Il ne paraissait pas possible, et certainement pas souhaitable, qu'il prît des décisions de circonstances, et à franchement penser, celle-ci donne l'impression d'en être une.

**Second souci.** La mise en place de cette espèce nouvelle de *haute autorité* devant veiller au respect des engagements de discipline budgétaire pris par notre pays devant les autres membres de l'Union européenne. On ne sent pas nos dirigeants très à l'aise avec cet oxymore. Aussi est-on allé se placer sous l'égide de la Cour des Comptes. En résumé, ce *Haut conseil* de bonnes gens désignés on ne sait comment pourra retoquer les budgets votés s'ils ne sont pas conforme au traité de discipline budgétaire. Rappelons que les bases même de l'existence d'une assemblée représentative, quel que soit son mode d'élection, repose sur deux principes : le consentement à l'impôt et le contrôle de l'exécutif. Or, le plus fondamental de ces deux piliers disparaît.

Si un comité Théodule de *têtes plates* peut décider à lui

seul de ce qui est bien ou de ce qui est mal, à quoi bon *entretenir* 577 députés et 160 sénateurs ? Que devient l'idée même de représentation nationale ? La Constitution de 1958 posait déjà un problème avec l'encadrement strict, par l'article 34, du domaine d'action du législateur mais au grand jamais il n'était question d'aller aussi loin dans la dé-démocratisation de nos institutions... Le vote est devenu de pure forme puisque de reniements en mensonges, rien ne reste des engagements pris trois malheureux mois après les élections.

Tout cela donne le tournis. Parce qu'on refuse de dire la vérité sur la situation de l'euro et de l'Europe et parce que la lâcheté est telle que l'on préfère déconstruire la démocratie, violer textes fondamentaux, constitutions et lois pour gagner encore un peu de temps, dans l'espoir qu'un miracle surviennet qui règlera nos problèmes. Pourtant, pas bien loin, à Karlsruhe, le tout puissant Tribunal Constitutionnel veille. Pas question en Allemagne de s'asseoir sur la loi fondamentale. Nous nous alignons au mépris de nos valeurs les plus fondamentales sur les volontés allemandes et nous en crèverons ! En ce moment, il redevient à la mode de rappeler à nos voisins, leur Histoire, leurs crimes, leurs dettes, y compris financières... Je n'irai pas si loin.

Un simple petit rappel, justement tiré du saint texte de la Loi Fondamentale de 1949 : « *Im Bewusstsein seiner Verantwortung vor Gott und den Menschen...* » (1)

**Charles GUÉMÉNÉ**

(1) « *Conscient de sa responsabilité envers Dieu et les hommes...* ».

## L'écho des blogs

**Contre la règle d'or, agissons !**

Plusieurs sondages concordants nous apprennent qu'une forte majorité de citoyens français est hostile aux orientations de politique européenne défendue par les deux partis dominants. Prochainement une loi organique sur le *Pacte budgétaire européen* sera soumise aux parlementaires. Le blog **contrelacour** (1) publie d'excellentes analyses sur le sujet. Il est recommandé de lire ses articles pour comprendre les enjeux et les conséquences de ces mesures. Quelques titres ci-dessous :

- [Gouvernance économique européenne : les parlementaires français reprendront-ils la main ?](#)

- [Quand les socialistes trouvent le Pacte budgétaire "non-nécessaire", "déséquilibré" et "antidémocratique"](#)

- [Traité MES et Pacte budgétaire : décryptage de la décision de la Cour constitutionnelle allemande](#)

- [Règle d'or : le gouvernement échappe au Congrès grâce à une rédaction obscure de la Constitution](#)

- [Pacte budgétaire : ce que prévoit le projet de loi organique du gouvernement.](#)

Comme le précise l'auteur du blog plusieurs parlements européens entendent maintenir leur prérogative législative : « *À ce titre, la Commission des affaires européennes du Bundestag reçoit l'ensemble des documents communautaires et peut déposer des amendements. Elle collabore même directement avec le Parlement européen via la nomination de certains eurodéputés, habilités à participer aux débats de la Commission.* » De même, la Constitution finlandaise prévoit, en ses articles 93 et 96 la « *Participation au Parlement à la préparation au niveau national des dossiers de l'Union européenne.* » En Italie également, « *la commission des politiques de l'Union européenne de la Chambre des députés donne son avis sur les projets d'actes de l'Union européenne.* »

Par les manifestations et les pétitions contribuons à faire grossir le nombre d'élus qui mènent le combat contre cette loi et sauvent l'honneur des parlementaires français.

**François ENNAT**

(1) <http://contrelacour.over-blog.fr/>



# Une réforme hasardeuse

**Syndicats et patronat, qui s'étaient quittés à la mi-juillet après la Grande conférence sociale, se retrouvent en cette rentrée autour de la table de négociations afin de définir les grands axes d'une réforme du marché du travail.**

**D**ifficile de percevoir quelles sont les intentions des uns et des autres, soit parce qu'ils adoptent une posture, soit parce qu'ils se livrent à un *lobbying* effréné et opaque, soit parce qu'ils traversent une crise interne.

Présentée comme « *une innovation profonde pour notre démocratie sociale* », la Grande conférence sociale s'est tenue les 9 et 10 juillet dernier à l'instigation du gouvernement. Elle avait pour ambition de rétablir la confiance - mise à mal par les derniers mois de la présidence Sarkozy - entre l'État et les partenaires sociaux et elle a suscité des réactions diverses de la part de ces derniers. Le 10, à la sortie de l'hémicycle du Conseil économique, social et environnemental où Jean-Marc Ayrault venait de décliner sa feuille de route, (1) Laurence Parisot avait du mal à cacher sa déception, voire son agacement. De toutes les mesures présentées par le Premier ministre, seules deux d'entre elles ont trouvé grâce à ses yeux.

C'est peu dire, en effet, que la présidente du Medef n'a pas apprécié la fin de la négociation sur les accords **compétitivité-emploi** lancée en mars sous la pression de Nicolas Sarkozy ; la volonté du chef de gouvernement de voir des représentants du personnel entrer dans les conseils de rémunération des entreprises ou encore le lancement d'une réflexion sur la représentativité patronale, pour ne citer que les

mesures les plus emblématiques. En revanche, la création d'une mission sur la compétitivité des entreprises, dont la présidence est confiée à Louis Gallois, et le lancement d'une réforme du financement de la protection sociale, qui devra être bouclée en 2013, ont comblé d'aise la patronne des patrons qui voit dans ces deux annonces une porte ouverte vers la diminution du coût du travail. Durant le mois d'août, le contact a été rétabli avec le président de la République, qui a invité à sa table plusieurs représentants du patronat, et avec le chef du gouvernement qui, à l'occasion de l'inauguration de l'université d'été du Medef, s'est livré à une véritable opération de séduction. De quoi envisager la négociation sur le marché du travail qui vient de s'ouvrir avec plus de sérénité.

De leur côté, les principales organisations syndicales ont été plutôt satisfaites de la feuille de route gouvernementale. Tous ont salué la méthode inédite, le changement de cap, la renaissance du dialogue social, mais deux d'entre eux ont aussi émis des réserves sur le fond. Bernard Thibault, pour la CGT, a ainsi regretté l'absence de mesures immédiates pour lutter contre les plans sociaux ; si Jean-Claude Mailly (CGT-FO) a apprécié la création d'un commissariat au dialogue social et à la prospective, il a cependant reconnu que, sur certains sujets, comme la fonction publique, les retraites, le financement de la protection sociale, il y aurait des **tensions**. François Chérèque,

secrétaire général de la CFDT, a été le seul à s'enthousiasmer : en bon gestionnaire de la crise, il s'est félicité de l'ouverture d'une négociation sur le coût du travail, le chômage partiel, la compétitivité des entreprises...

La violente passe d'arme qui l'a opposé fin août à ses homologues de la CGT et de la CGT-FO, sur le coût du travail, laisse à penser que les négociations à venir, notamment celle sur la réforme du marché du travail, ne seront pas des promenades de santé. D'autant plus que la CGT, qui ne parvient pas à se mettre d'accord sur le successeur de Bernard Thibault, n'aura pas une ligne claire et se contentera probablement de faire ce qu'elle fait le mieux : jouer les empêcheurs de tourner en rond. Enfin, cette négociation sera l'occasion de juger Laurent Berger, qui devrait prendre les rênes de la CFDT fin novembre. On le dit moins arrangeant que son prédécesseur : reste à voir s'il saura mieux que lui résister aux sirènes patronales.

Améliorer à la fois la protection des salariés et la souplesse des entreprises, tel est le double objectif fixé à la négociation par le gouvernement. Cette négociation sur la réforme du marché du travail devra aboutir avant la fin de l'année faute de quoi le gouvernement devra légiférer. Michel Sapin espère que patronat et syndicats parviendront à un accord **donnant-donnant**. Pour ce faire, ils devront s'entendre sur quatre objectifs indissociables : lutte

contre la précarité, l'anticipation des évolutions du marché du travail, la définition de dispositifs de maintien de l'emploi face aux aléas conjoncturels et la refonte de la procédure des licenciements collectifs. Derrière la *novlangue*, se cachent d'importantes régressions sociales, et surtout la volonté d'aligner la politique sociale de la France sur le modèle allemand.

Ainsi, en contrepartie d'une modulation des cotisations patronales destinée à décourager le recours aux contrats précaires (CDD, intérim, temps partiel subi...), les salariés devront subir des périodes de chômage partiel, se former à des métiers en tension ou qui n'existent pas encore, à consentir des baisses de salaires et accepter une détérioration de leur protection sociale. La CGT n'est pas, pour l'heure, prête à signer un accord aussi déséquilibré, mais pourrait évoluer : il ne faut pas oublier qu'elle a appelé à voter pour François Hollande ; la CGT-FO non plus ne devrait pas apposer son paraphe au bas de l'accord, mais la centrale de Jean-Claude Mailly reste imprévisible ; la CFDT a déjà le stylo qui la démange ; quant aux *petits* syndicats (CFTC et CFE-CGC), ils devraient selon toute vraisemblance et pour des raisons différentes, se coucher : la première, parce qu'elle espère du gouvernement une interprétation en sa faveur de la loi d'août 2008 réformant la représentativité syndicale qui pourrait lui permettre de continuer d'exister, la seconde, parce que - empêtrée elle aussi dans une guerre de succession - elle n'a pas de temps à perdre dans la défense des salariés.

**Nicolas PALUMBO**

(1) Elles ont été reprises dans la *Feuille de route sociale*, document qui récapitule les engagements pris par Jean-Marc Ayrault sur le plan social suite à la Grande conférence. Pour chacun des sujets nécessitant des réformes dans les différents domaines de l'emploi, de la formation professionnelle, des rémunérations, de la qualité de vie au travail, de la protection sociale et de la fonction publique, cette feuille de route présente la méthode à suivre (concertation préalable à une initiative parlementaire, négociation entre partenaires sociaux, recours à une expertise préparatoire...) et le calendrier à court, moyen et long terme.

# Désillusions

## Obama a réussi à avoir contre lui à la fois Israël et le monde musulman.

O nze ans après les attentats du 11-septembre, l'Amérique est apparemment toujours autant haïe du Sahel à l'Indonésie. Un milliard de musulmans continuent à brûler le drapeau étoilé au moindre mot d'ordre. Modérés comme extrémistes, hommes et femmes, arabes et non-arabes, jaunes, noirs ou blancs.

Dieu sait pourtant si Obama prénommé Hussein avait fait l'impossible pour dissiper ce qu'il considérait comme un profond malentendu. N'avait-il été à l'école coranique en Indonésie ? Il savait citer quelques versets du Coran dans ses discours. Il s'était donné au Caire le beau rôle en anticipant ce qu'il ne savait pas être encore le printemps arabe mais en ringardisant Moubarak, ce qui n'était pas trop difficile. Retraits d'Irak et d'Afghanistan alternaient avec prudence en Libye et en Syrie. Il laissait les Saoudiens régler en douceur la transition au Yémen, où chacun -l'ambassadeur américain en premier -annonçait un nouvel Afghanistan. Il tirait dans la coulisse les fils du théâtre de marionnettes somaliennes qui réussit encore le 10 septembre à faire illusion en élisant un nouveau président. Il s'assurait des fins de mois des Palestiniens pour qu'ils se tiennent tranquilles. Bref que demander de plus ? N'était-ce pas un parcours pratiquement sans faute ?

Enfin, il éliminait Osama Ben Laden là où tous ses prédécesseurs avaient échoué,

et, par drones, décapitait les chefs terroristes les uns après les autres, au Pakistan, en Somalie, au Yémen, où que ce soit dans le monde. Le nouveau n°2 d'Al-Qaïda, un certain Abou Yahya al-Libi, venait d'être ainsi assassiné au Yémen. Comme son nom l'indique, l'homme était libyen. On pouvait penser qu'il avait encore quelques amis ou parents sur place. L'ambassadeur américain en Libye y laissa la vie. Œil pour œil.

Les deux combats s'emboîtent l'un dans l'autre comme des poupées russes : un combat présenté comme défensif contre les atteintes à l'Islam, le non-respect des croyances musulmanes ; l'autre offensif, le djihad, qui frappe loin en avant sur le territoire ennemi, à New York, à Londres, à Bali, à Moscou, à Nairobi. Le second combat s'enrichit du premier qui le justifie : résistance à l'oppresseur, la défense de la foi ou du fidèle attaqué est, selon le livre sacré, la seule justification de la guerre sainte. Personne dans le monde musulman n'a pris le deuil de Ben Laden, ni n'a cherché à l'époque à envahir les ambassades américaines à Tunis, à Islamabad ou à Paris. Et pourtant, Ben Laden tombé, les dictatures tombèrent les unes après les autres pour être remplacées par des démocraties musulmanes. De la même façon que l'URSS étant tombée, les partis ou les régimes autoritaires qui tiraient leur justification de l'anticommunisme disparurent avec elle.

Qu'est-ce donc que le Premier ministre israélien reproche à Obama ? De ne pas lui donner son feu vert pour attaquer les installations nucléaires iraniennes ? Pas vraiment, car Israël pourrait y aller seul s'il le décidait. Netanyahu et une majorité de Juifs en Israël et dans la diaspora lui reprochent d'avoir laissé faire l'islamisation du Moyen-Orient et du Maghreb. Washington pouvait-il changer quoi que ce soit au devenir de l'Égypte ? Rien n'est moins sûr. Des précautions pouvaient-elles être prises, des garde-fous érigés, des lignes rouges tracées, des garanties exigées ? Cela a partiellement été fait, discrètement. Washington pouvait-il éviter le mauvais coup du Consulat à Benghazi ? Oui. La faute pourrait coûter sa place au président des États-Unis, commandant en chef des forces armées. L'effet risque d'annuler l'avantage acquis par le succès contre Ben Laden exploité à satiété lors de la convention démocrate : enfin, se disait l'Américain moyen, un démocrate qui sait dégainer. Et Hillary Clinton semblait avoir la cote à Jérusalem. Peine perdue.

Les stratèges des deux camps, islamiste et sioniste, savent ce qu'ils font en excitant les passions, quel que soit le motif, contre Obama. Ils ne veulent pas de dialogue, pas d'ouverture à l'autre, pas de négociation ; le jeune ambassadeur américain à Tripoli était de cette race de jeteurs de ponts, de communicateurs, de pacificateurs. Ce sont les premiers à être éliminés.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

♦ **UGANDA** – Fin août s'est tenue à Mbara une réunion au cours de laquelle les chefs de clans présents ont, une nouvelle fois, réclamé la restauration du royaume d'Ankole aboli en 1967 ainsi que les quatre autres royaumes traditionnels d'Ouganda. A la différence de ces derniers qui ont été officiellement rétablis, le royaume d'Ankole ne l'a pas été. Nonobstant, le royaume a subsisté d'une manière souterraine et en 1993 le prince John Patrick Barigye Rutashyuka a été secrètement couronné roi (Omugabe) sous le nom de Ntare VI. Décédé en octobre 2011, c'est son second fils le prince Charles Aryajja Rwebishengye, âgé de 21 ans, qui a été désigné pour lui succéder. Lors de la réunion Didas Tabaaro, a déclaré : « *Vous pourriez retarder le rétablissement de la royauté, mais personne ne l'arrêtera parce qu'à un certain moment elle se révélera nécessaire* » et donnant l'exemple du Buganda où la monarchie a été rétablie en 1993, il a ajouté : « *Formons les troupes du roi, mobilisons les jeunes !* ».

♦ **GRÈCE** – Dans sa quête désespérée pour essayer de trouver de l'argent, le gouvernement grec a décidé de mettre en vente le Palais Tatoi, l'ancienne résidence royale partiellement en ruine, ainsi que le cimetière où sont enterrés de nombreux membres de la famille royale !

♦ **MAROC** – C'est la princesse Lalla Meryem, sœur aînée du roi, qui a représenté Mohamed VI à l'inauguration du nouveau département du musée du Louvre, consacré aux arts de l'islam. Le souverain marocain fait, en effet, partie des donateurs ayant participé au financement du projet. Il a fait don de quelques 15 millions d'euros sur les 100 millions du coût global du projet.

♦ **ESPAGNE** – C'est d'une manière tout à fait inhabituelle que le roi Juan Carlos s'est exprimé sur la situation espagnole. Inhabituelle quant à la forme puisque c'est par l'intermédiaire de son site internet que le souverain s'est adressé à son peuple. Inhabituelle quant au fond puisqu'il est très rare que le roi intervienne sur les questions de politique intérieure. S'exprimant après la mobilisation de plus d'un million et demi de Catalans défilant dans les rues de Barcelone, le roi a lancé un appel à l'unité : « *Dans ces circonstances, la pire chose que nous puissions faire est de diviser nos forces, d'encourager la dissidence, de poursuivre des chimères, d'approfondir les blessures* ».

♦ **GRANDE BRETAGNE** – Le Camp Bastion, base de l'Otan dans la province Helmand au sud de l'Afghanistan, a fait récemment l'objet d'une attaque par les talibans. L'objectif visé était le prince Harry qui effectuait actuellement sa deuxième mission en Afghanistan comme pilote d'hélicoptère. Troisième dans l'ordre de succession au trône, le prince Harry tout en étant « *ni plus ni moins exposé que n'importe quel pilote d'Apache au combat* » comme l'affirme Philip Hammond, ministre britannique de la Défense, reste néanmoins sous protection rapprochée.

# Le sens d'une histoire

**A**près avoir occupé une place centrale dans le monde du travail, dans la vie politique et dans les préoccupations des intellectuels, la classe ouvrière est progressivement devenue invisible. Le désintérêt des sociologues a contribué à cet effacement. Xavier Vigna retrace l'histoire complexe des ouvriers français, explique le déclin de ce groupe aujourd'hui dispersé, violemment dominé, négligé par les partis politiques classiques alors qu'il compte encore pour un quart dans la population active.

**L**e Parti communiste, parti de la classe ouvrière qui rassemble l'avant-garde du prolétariat en vue de la lutte finale pour la révolution mondiale... Cette présentation, martelée pendant des décennies, reposait sur l'évidence d'une classe sociale homogène, solidaire face à l'exploitation capitaliste, unie par sa propre culture et dans son ardeur révolutionnaire. La prophétie marxiste ne s'est pas réalisée et le récit communiste sur la classe sanctifiée a volé en éclats. Il est donc inutile de relancer la polémique avec les communistes mais nécessaire de rendre à la classe ouvrière sa vérité, complexe mais toujours éclairante si l'on veut comprendre notre actualité.

Tout au long de son ouvrage (1), Xavier Vigna fait apparaître la diversité des situations, des comportements et des convictions au sein d'une classe dont l'existence n'est cependant pas contestable.

**Il y a une élite ouvrière**, principalement formée dans les écoles nationales professionnelles (Boulle, Étienne) dès 1880, dans les Écoles pratiques du commerce et de l'industrie (EPCI) à partir de 1892, grâce au CAP créé en 1911, dans les Écoles nationales professionnelles, par les centres d'apprentissage organisés par

le patronat - dans l'automobile par exemple. À l'opposé, une masse d'ouvriers sans qualification subit les dures contraintes de la rationalisation qui se développe après la Première Guerre mondiale et qui est la face noire - aujourd'hui trop oubliée - des Trente Glorieuses.

**Il y a une minorité révolutionnaire**, qui anime avant 1914 le syndicalisme d'action directe et qui adhère ensuite au Parti communiste. Mais la version française du bolchevisme est faible dans les années trente (490 cellules d'entreprises en 1931) et si le Parti se renforce après la victoire du Front populaire il n'aligne que des effectifs modestes, fluctuants et pas toujours prolétariens. Même au faite de leur puissance, les communistes ne peuvent prétendre à l'hégémonie : en 1954, le Parti compte 275 000 adhérents sur un total de 6,4 millions d'ouvriers mais il est vrai qu'il recueille à peu près la moitié de leurs suffrages.

Mais les autres ? Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, on constate que leurs appartenances politiques et syndicales dérangent les schémas. **Les ouvriers sont nombreux à la SFIO** et bien des villes ouvrières donnent leurs voix à des socialistes : Gardanne, Decazeville, Lille, Roubaix, Limoges, Sète dans cette épo-

que de l'entre-deux-guerres où le socialisme municipal est dynamique et inventif... Point étonnant que la CGT réformiste regroupe beaucoup plus d'ouvriers que la CGTU communiste : en 1935, dans le Nord, on compte 29 000 mineurs à la CGT et 7 300 chez les unitaires. On néglige par trop **l'influence du catholicisme**, auquel Xavier Vigna consacre de nombreuses pages : les patronages jouent un rôle important, les immigrants polonais et italiens sont massivement catholiques, la CFTC, créée en 1919, rassemble dix ans plus tard 15 000 cheminots, 13 000 ouvriers du textile, 5 000 mineurs et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne regroupe 135 000 travailleurs en 1939. Enfin, il y a toujours eu chez les ouvriers, à toutes les époques, une fraction conservatrice qui milite dans les syndicats jaunes ou, plus généralement, qui aime vivre et travailler dans les cadres fournis par le patronat paternaliste.

**Il y avait une culture ouvrière**, dans les moments libres d'une vie organisée par le travail et où l'on se retrouve entre soi : ducasses et carnivals, discussions à l'estaminet, ce **parlement du peuple**, combats de coqs et autres jeux, spectacles sportifs parmi lesquels le football va prendre une place prépondérante, chansons ouvrières comme celle des sardinières de Douarnenez dans les années vingt, arts de la perruque - la fabrication clandestine d'objets avec les outils et les matériaux de l'entreprise - et technique du macadam grâce à laquelle on simule un accident du travail. Cette culture peut être celle de la solidarité militante et de la manifestation ; elle peut aussi se développer dans le cadre de l'entreprise qui crée des clubs sportifs et organise d'aimables fêtes.

La sollicitude intéressée des patrons ne saurait masquer un fait primordial : tout



au long du XX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers forment une **classe dominée**, qui subit diverses formes d'exploitation et d'humiliation contre lesquelles elle s'insurge. Le système de domination a été mis en évidence par la sociologie, science nouvelle, et par les intellectuels critiques. On ne reviendra pas sur la pénibilité du travail imposé, avant sa rationalisation comme après, tant les descriptions abondent. Les limites à l'exploitation de la main d'œuvre tiennent aux calculs intéressés du patronat qui veut fixer les ouvriers en construisant pour eux des logements et en organisant des loisirs, mais la bienfaisance paternaliste est réservée à une minorité d'ouvriers qualifiés. C'est surtout l'action de l'État qui permet, avant 1914, un début d'amélioration grâce aux lois sur les accidents du travail, sur la réduction du temps de travail, sur les retraites ouvrières...

Cette amorce de **politique sociale** est due à la pression des ouvriers. Avant et pendant la belle Époque, les grèves et les manifestations syndicales sont violentes et la répression est parfois sanglante. Après une embellie relative dans les années vingt, la grande crise frappe durement les ouvriers, victimes des baisses de salaires et de la rationalisation. La victoire du Front populaire et le mouvement des occupations sont des répliques de portée considérable. Après la Libération, les grandes grèves de 1947 prennent un tour insurrectionnel encouragé dans un premier temps par le Parti communiste et la CGT avant que leurs dirigeants ne sonnent le repli. Cette défaite affaiblit durablement le mouvement ouvrier.

Explicables en partie par les difficultés de la reconstruction et le début de la Guerre froide, ces événements montrent que le patronat, parfois lourdement compromis avec les Allemands, continue de mépriser la classe ouvrière que des socialistes - Paul Ramadier, Jules Moch - savent matraquer sans pitié. Cependant, Xavier Vigna souligne la nette amélioration de la condition ouvrière pendant les Trente Glorieuses - qu'il s'agisse du logement, du pouvoir d'achat, de la santé, des loisirs. Cette promotion multiforme conduit au déclin de la culture et de la classe ouvrières.

**L'internationalisme prolétarien** a été chanté par les anarchistes, les syndicalistes d'action directe, les militants de la Section française de l'Internationale ouvrière et les communistes. Avant 1914, il est vrai que la propagande antimilitariste et antipatriotique était virulente - et très vive la foi en une alliance des ouvriers d'Europe pour empêcher la guerre. Mais la mobilisation et le départ pour le front ne sont en rien gênés par les pacifistes. L'heure est à l'Union sacrée pour les dirigeants socialistes et syndica-



■ **Léon Jouhaux veut profiter de la guerre pour instituer le réformisme syndical.**

listes comme pour les ouvriers qui combattent en première ligne ou qui travaillent dans les usines d'armement. Léon Jouhaux veut profiter de la guerre pour instituer le réformisme syndical, à l'encontre de la Charte d'Amiens on voit s'esquisser un rapprochement entre les syndicats et les partis et la quasi-disparition des grèves jusqu'en 1917 montre que les ouvriers français, comme les Anglais et les Allemands, sont convaincus qu'il faut défendre la patrie.

**Ce sentiment d'appartenance à la nation** s'observe également mais sous d'autres formes dans l'entre-deux-guerres. Il résulte souvent de la fierté de travailler pour une grande entreprise française. Il prend une forme nationaliste violente à Marseille où sévissent les Phalanges prolétariennes de Simon Sabiani et on trouve des ouvriers dans les rangs du PPF de Jacques Doriot et du PSF du colonel de La Rocque. Le sentiment national s'exprime surtout dans la permanence du vote de droite dans la classe ouvrière - par exemple au Creusot où les ouvriers portent à la députation Victor Bataille, l'homme de paille des Schneider. Et ceci en 1936 !

C'est en participant à la **Résistance** que la classe ouvrière et ses organisations (PC, CGT, MOI) manifestent de manière éclatante leur patriotisme. Face à Vichy, qui méprise les ouvriers et dissout les confédérations syndicales, les syndicalistes chrétiens et les cégétistes manifestent une opposition immédiate au pouvoir de fait - ce qui n'empêche pas des syndicalistes et des socialistes de rallier la **Révolution nationale**. Les premiers mouvements sociaux ont lieu dès 1940 et la grande grève des mineurs de mai-juin

1941 annonce les nombreuses actions héroïques qui marqueront la participation ouvrière à la lutte de libération nationale.

Xavier Vigna n'oublie pas d'évoquer une vérité dérangeante : le nationalisme xénophobe qui existe chez les ouvriers avant les deux guerres mondiales et qui reparait pendant la guerre d'Algérie pour s'installer durablement.

L'idée gaullienne du rassemblement, qui est par définition interclassiste, s'est concrétisée par l'adhésion de nombreux ouvriers à *une certaine idée de la France* et les élections de 1958 et 1962 ont marqué le net recul de la SFIO et du Parti communiste. C'est la liquidation du gaullisme par la droite qui a provoqué le vote ouvrier en faveur d'un Front national sachant attirer par ailleurs les fractions conservatrices et xénophobes de la classe ouvrière.

Dans toute cette histoire, l'internationalisme pèse décidément bien peu : c'est dans l'histoire de France que la classe ouvrière a joué un rôle important - tant par ses actes que par ses représentations symboliques. Dispersés, émiettés, assommés par les violences ultra-libérales, ignorés par les socialistes, trahis par le syndicalisme de collaboration, les ouvriers sont aujourd'hui devenus invisibles. Rien ne permet de penser que seul un parti de gauche serait à nouveau capable de rassembler les éléments les plus actifs de la classe ouvrière.

## B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Xavier Vigna - « *Histoire des ouvriers en France au XX<sup>e</sup> siècle* », Perrin, 2012, prix franco : 25 €.

🛒 [Achat immédiat](#)

## Versailles

## Une techno-narration

**N**ous commémorons le cinquantième anniversaire de sa mort. Je ne sais si c'est le prétexte, mais toujours est-il que La Table Ronde vient de publier deux courts et beaux textes de Roger Nimier, précédés d'une préface dynamique de Sébastien Lapaque. *Le Palais de l'Ogre* est le premier de ces textes, et il donne son titre au livre.

C'est une promenade érudite et légère dans Versailles, le château et le parc. Avec cette vivacité d'esprit et de style, qui caractérisa si fort les **hussards**, Nimier évoque le Palais, tel qu'il fut conçu, tel qu'il fut habité et tel qu'il est devenu (« *la visite d'une es-couade de scouts annamites, en 1958, fait encore partie de l'histoire de Versailles* »). On y croise le Grand Roi, et d'autres encore, qui tous ne furent pas grands : en quelques traits rapides, avec une pointe d'ironie et de fascination mêlées, il nous dresse leurs portraits et nous les montre dans leur monde de féerie ou de parodie.

Le second texte, *Histoire d'une Reine morte*, est un magnifique hommage à Marie-Antoinette : « *La France superstitieuse et renfermée lui reproche d'être Autrichienne. La France avare suppute ses dépenses. La France ennuyeuse la hait d'instinct. La France jalouse lui invente des amants (...)* » Le drame est inévitable. La finesse d'esprit et la sensibilité de cœur se rencontrent ici pour cette évocation amoureuse de la reine martyre. Deux petits bijoux littéraires que tout bon royaliste se doit de lire.

**P. P.**

📖 Roger Nimier - « *Le Palais de l'Ogre* », La Table Ronde (petite Vermillon), 120 pages, prix franco : 8,50 €. ➔ [Achat immédiat](#)

**Chaque année, la rentrée littéraire connaît son petit événement. Cette fois, c'est la sortie du premier roman d'Aurélien Bellanger, *La Théorie de l'information*, qui a agité le landernau. Qu'en penser ? Bluff ou bluffant ?**

**C**hers lecteurs, avant même que vous ne vous aventuriez dans la lecture de cet article, il me semble nécessaire de vous prévenir : je n'ai écrit ce compte-rendu qu'en cédant à l'insistance, certes souriante mais répétée, de notre **bien-aimé** directeur de la publication... Car, voyez-vous, je me retrouve dans la situation tout à fait paradoxale de devoir vous parler d'un livre dont je ne saurais vous dire si je l'ai aimé ou non. Le seul fait établi est que je l'ai lu de bout en bout sans jamais m'ennuyer (et c'est déjà beaucoup). Mais une fois l'ouvrage refermé, le doute m'a envahi : n'aurais-je pas été le dupe d'un pur exercice de style destiné à épater la galerie ? Au moment où j'écris ces lignes, je n'ai toujours pas de réponse à cette question. Mais commençons par le commencement. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de *La Théorie de l'Information* d'Aurélien Bellanger, un épais roman publié par Gallimard à l'occasion de cette rentrée littéraire.

La vie d'un certain Pascal Ertanger, inspirée partiellement de la biographie de Xavier Niel, le fondateur de *Free*, constitue la trame du récit. Nous suivons le personnage de l'enfance à l'agonie, de la crise d'asthme du jeune adolescent (un moment déterminant) à la dégénérescence cérébrale du milliardaire délirant, en passant par son

mariage, évidemment raté, avec une *danseuse*... Notre héros est devenu en effet immensément riche en plongeant résolument dans le flot des nouvelles techniques de l'information et de la communication (du minitel rose à la box) dynamitant au passage toutes les convenances instituées par des autorités beaucoup trop sûres d'elles-mêmes pour imaginer un seul instant les extraordinaires potentialités des dynamiques qu'elles avaient initiées.

Autour de Pascal Ertanger, on retrouve d'autres personnages de fiction, dont le *littéraire* Xavier Mycenne - qui développe une théorie **religieuse** de l'information qui, disons-le franchement, me paraît beaucoup plus charismatique qu'audacieuse -, mais aussi toute une kyrielle de personnalités réelles, de Thierry Breton à Nicolas Sarkozy (excellent passage humoristique), en passant par Jean-Marie Messier, qui jouent un rôle souvent important dans le *roman*. Ce mélange de fiction et de réel peut gêner, mais Bellanger n'est pas le premier : on cite souvent Houellebecq, mais bien d'autres avant lui...

Le terme **roman** est peut-être un peu problématique : les personnages, y compris le héros, n'ont guère de chair ou de psychologie. C'est bien entendu volontaire, car nous sommes ici dans un univers où la passion technologique em-

porte tout. D'ailleurs, le grand talent d'Aurélien Bellanger est de donner à ses descriptions techniques et à ses digressions scientifiques, une incomparable saveur poétique. Cette primauté à l'épopée technique se retrouve dans l'articulation du roman. La première partie est centrée sur l'aventure du Minitel, la deuxième sur le Web, et la troisième - plus science-fiction - sur la fusion des technologies de l'information et des bio-technologies. À l'intérieur de ces parties, une notule plus ou moins savante (définition et évolution de la formule de Shannon décrivant le processus de l'information) vient séparer les différents chapitres. Ces notules se retrouvent successivement sous la rubrique *Steampunk*, *Cyberpunk* et *Biopunk*. Ces allusions à la science-fiction contemporaine me sont apparues tout à fait obscures, car autant le dire franchement, avec *La Théorie de l'Information* nous ne sommes pas du tout dans un roman de William Gibson.

Mais dans quoi sommes-nous ? Eh bien justement ! Je ne le sais toujours pas. Je n'arrive pas à dissiper cette impression que l'on a cherché à m'épater avec un objet assez creux, mais que la manière était si habile que je me suis épaté moi-même en le lisant (le lecteur peut être aussi vaniteux que l'écrivain). Quoi qu'il en soit, mon dernier mot sera quand même pour vous dire de tenter l'expérience (et faites-moi connaître vos impressions...).

**Patrick PIERRAN**

📖 Aurélien Bellanger - « *La Théorie de l'Information* », Gallimard, 490 pages, prix franco : 24,50 €. ➔ [Achat immédiat](#)



# La famille, invention moderne et fragile

**L**a promesse électorale de François Hollande d'instaurer un mariage homosexuel suscitera-t-elle une vaste réflexion collective sur la famille ? C'est plutôt mal parti de ce point de vue, les promoteurs et les avocats de ce qu'on appelle encore curieusement **le mariage pour tous** ne songeant même pas à expliquer le curieux retournement qui s'est produit ces dernières années. Les *sixties*, le mouvement de 68 et la pensée critique illustrée par un Deleuze et un Guattari tendaient à la disparition de la structure familiale, décrite à l'envi comme aliénante et répressive. L'homosexualité militante se voulait à l'avant-garde de la révolution qui briserait tous les obstacles au désir et à la sexualité. La tendance générale - et d'ailleurs toujours persistante - s'opposait à l'engagement conjugal, tout en diffusant une mentalité contraceptive à l'opposé du familiarisme détesté et de l'obsession démographique réactionnaire. Comment expliquer ce brusque retournement qui associe mariage et homosexualité en changeant tous les signes ? Bien sûr la tragédie du sida a opéré des mutations profondes de sensibilité. Elle a suscité une révolte métaphysique à l'encontre de toute réprobation morale, ce qui a conduit logiquement à une exigence d'égalité et de dignité. La revendication du mariage n'est rien d'autre qu'une volonté de revanche pour s'approprier la normalité dont les homosexuels étaient exclus. Pour peu qu'elle aboutisse à une modification législative, débouchera-t-elle sur ce que Norbert Elias aurait appelé une autre *civilisation des mœurs* ? On peut en douter, tant elle ne concernera qu'une faible minorité de la population, avec des conséquences très incertaines et lacunaires quant à une autre conjugalité et un autre style familial. Le seul résultat probable de l'entreprise sera de brouiller un peu plus la signification du mariage et de la famille, à une époque où ceux-ci peinent à survivre sous les coups d'un individualisme narcissique.

Christopher Lasch est mort trop tôt pour avoir connu les derniers développements d'une évolution qu'il tentait de problématiser. Il n'aurait pas été dupe un instant des prétextes avancés en faveur de l'étrange réinvention du mariage. Sans doute aurait-il dénoncé une méprise totale. Lui qui s'inquiétait de la destruction de la famille, comme lieu de socialisation, aurait considéré avec ironie toutes ces justifications, fantasmagiques, en tout cas sans aucun rapport avec la réalité. Mais n'était-ce pas justement ce qu'il avait perçu comme tendance pathologique majeure de la post-modernité : le déni de la réalité ? Frédéric Joly, qui a traduit en français son ouvrage majeur sur la famille contemporaine, décrite comme assiégée, nous indique la conviction qui s'était intimement forgée en lui, au fur et à mesure de ses investigations : « *Autant dire - puisque les faits se montrent dans ces conditions fort éloignés de la représentation que l'on en donne - que le monde moderne se trouve en somme affecté d'une certaine irréalité et s'avère même l'objet d'un mouvement général de déréalisation.* » Philippe Muray, chez nous, était parvenu à la même certitude qu'il s'employait à communiquer

avec ses ressources d'écrivain, dans un tout autre style que celui de Christopher Lasch. On connaît toute sa typologie de l'homo-festivus et sa traque minutieuse de la pathologie festiviste qui empoisonnait le monde contemporain. Sa culture très littéraire était foncièrement différente de celle de l'universitaire américain qui évoluait dans les sciences sociales et se distinguait par un marxisme désidéologisé. Mais qu'importent leurs différences (dont il faut parler au passé puisque l'un et l'autre nous ont quittés), alors qu'ils se retrouvent en profondeur dans l'exploration d'une véritable déshumanisation de la modernité ?

La lecture du dernier livre publié en français du sociologue américain constitue un excellent exercice de désintoxication intellectuelle. La cure que nous propose Christopher Lasch est infiniment plus austère que celle à laquelle nous entraîne Philippe Muray, à coup d'humour ravageur. Elle oblige à le suivre dans de patientes analyses, parfois déroutantes pour qui n'a pas pratiqué les cursus des campus d'outre-Atlantique. L'auteur lui-même ne parle-t-il pas à son propos d'un ouvrage *difficile, obscur, abscons*, qui trouble le non-spécialiste en le faisant passer d'un système à l'autre sans qu'il ait vraiment la possibilité de se familiariser avec les théoriciens qui défilent. On n'a même pas le loisir de faire au passage les objections qui surgissent ici ou là. Lasch poursuit inlassablement son enquête pour mieux nous persuader de la fragilité de la famille au XX<sup>e</sup> siècle, investie de toute part des offensives d'experts qui prétendent l'éclairer et l'assister. Une armée de médecins s'affaire à son chevet, formulant le projet global d'une *théorie thérapeutique généralisée*. La malheureuse, telle le malade de Molière aux prises avec la médecine de son temps, ne pouvait s'en sortir vivante. Pour le plus grand dommage de l'individu libre et responsable. C'est la ferme conviction de cet intellectuel de gauche, qui ne s'est pas laissé prendre au discours anti-familiariste pas plus qu'au préjugé tenace selon lequel la famille demeurerait le dernier refuge dans un monde impitoyable ! L'expérience autant que la réflexion lui ont imposé la certitude que l'espace familial devait être, sans pouvoir être remplacé, le lieu même de l'humanisation et de l'affranchissement, non pas idyllique mais au contraire conflictuel, périlleux même, comme l'a bien vu Sigmund Freud dont il reconnaît le génie réaliste et rejette toutes les interprétations dites révisionnistes. Celles qui font l'économie de l'opposition entre la nature et la culture. Non, la culture et la nature n'appartiennent pas à un continuum harmonieux. Seul le réalisme cru de l'inventeur de la psychanalyse, celle-ci étant irréductiblement liée à l'Œdipe et à ses contradictions, répondait à la situation fondamentale des individus.

Ce n'était pas en vertu de penchants réactionnaires que Lasch tenait bon à ses principes. C'était pour permettre l'accès à l'autonomie et au contrôle de soi, forcément en tension avec les impératifs du Surmoi. La dissolution de la famille, loin de profiter à l'émancipation personnelle, notamment celle des femmes, jouera en faveur d'un contrôle social extérieur infiniment plus contraignant et surtout déshumanisant. Et pour en revenir aux considérations actuelles dont nous parlions, il y a lieu de redouter les nouvelles charges que l'on entend imposer au mariage et à la famille, d'autant qu'elles sont sans aucun égard pour ce qui a été à leur origine, qui est récente et fragile. On ne fait pas n'importe quoi des liens familiaux. On ne bricole pas avec eux, et à prétendre réformer une institution fondatrice, au prétexte de répondre à l'impératif d'une évolution des mœurs, on multiplie les fardeaux en rendant toujours plus improbable la chance d'une humanité surmontant ses déséquilibres et ses fatalités.

☞ Christopher Lasch - « *Un refuge dans ce monde impitoyable - La famille assiégée* », François Bourin éditeur, [Achat immédiat](#) | prix franco : 28 €.

par Gérard Leclerc



# Flâneries estivales

**Le Périgord offre de multiples félicités visuelles, olfactives, auditives, gustatives. Mais le royaliste en goguette découvrira en sus, à Bergerac, l'unique rue des Rois de France de notre pays, la toile faisant foi.**

Unique ou presque puisque Maubeuge s'enorgueillit, elle, d'un boulevard des Rois de France entouré des allées portant le nom de nos derniers princes. Il y a bien entendu de nombreuses autres voies dédiées individuellement à nos souverains à travers la France, mais rue ou boulevard des Rois de France, est la reconnaissance collective du prince, comme il y a des impasses de la République.

À 750 kilomètres de la rue des Rois de France, le Musée de l'Image d'Épinal offre une captivante exposition sur nos rois et reines, à partir de leur représentation dans l'imagerie populaire. Cette exhibition pédagogique et chronologique, élaborée avec sept historiens de l'Université de Lorraine nous brosse le portrait et l'action de nos monarques, du mythique Pharamond à Napoléon III. Les images de nos rois sont décryptées. Les professeurs corrigent les légendes idéalisées. Charlemagne l'empereur à la barbe fleurie était en réalité glabre, mais peu importe, il garde une belle allure avec son exubérante pilosité sur l'image d'Épinal. Les reines ont leur mission propre. Par la maternité, elles assurent la continuité de la dynastie. Princesses d'un autre

royaume, elles créent des liens pacifiques entre des peuples auparavant hostiles. Certaines ont été régentes et ont pris les rênes en attendant la maturité du dauphin. Quant à la fonction amoureuse, elle est dévouée aux maîtresses du Roi.

Un secteur de l'exposition s'adresse plus particulièrement aux enfants sous forme de questions réponses : *Panoplie Royale...*, *Que fait la Reine ?*, *Quand le Roi meurt...* et cætera. Les réponses sont assez justes sans trop de clichés. L'imagerie spinalienne, vrai média populaire a assuré en son temps la diffusion à travers les campagnes et les villes de l'Histoire de France, de ses acteurs et de ses épisodes glorieux. In fine la conclusion des exposants est ambiguë, car s'ils affirment que l'épopée royale est **probablement** révolue, ils rajoutent que depuis 1958, le Président de la République est devenu une *sorte de monarque*, alors il manque un petit effort pour couronner la République. Si vous passez par la Lorraine, avant le 7 novembre arrêtez-vous à Épinal.

Hervé SIMON

📖 « *Rois et Reines Musée de l'Image d'Épinal* », 42 quai de Dogneville, 88000 Épinal.

🌐 Site du musée : [www.musee.delimage.fr](http://www.musee.delimage.fr)

# Le pouvoir à quatre mains

**Peut-on toujours dire qu'un homme ou une femme d'État ne peut exercer ses fonctions sans l'aide de son conjoint, et en quoi cette possible influence joue-t-elle sur le destin d'une nation ? Loin d'une vision *people* du sujet, Jean-François Solnon <sup>(1)</sup> se livre à une étude soignée et passionnante du sujet.**

Sans rien connaître de l'auteur a priori, on pourrait penser à un énième bouquin de circonstance mêlant avec plus ou moins de bonheur la blquette et le café du commerce historique... L'œil sur la quatrième de couverture suffit à dissiper tout cela. Le rédacteur est un historien sérieux, déjà auteur de nombreux ouvrages dont certains ont fait date. Le point de vue est intéressant puisque au-delà des légendes qui peuplent notre Histoire collective, Jean-François Solnon s'est livré à une étude soignée des rapports de pouvoir à l'intérieur même des couples.


Il va de soi que l'on ne peut traiter avec la même facilité les relations de Théodora et Justinien et celle d'Élisabeth et de François-Joseph d'Autriche. Mais le point de vue adopté par l'auteur rend vivantes les lacunes mêmes de l'Histoire. Pas de concessions au roman de gare, c'est un livre d'Histoire bien écrit, extrêmement documenté où la mise en perspective donne un éclairage souvent novateur à des questions que l'on pensait archi-connées. C'est que l'influence d'un conjoint est loin d'être toujours bénéfique. Pour un Albert de Saxe-Cobourg apportant un soutien déterminant à une Victoria jeune et inexpérimentée, combien d'Eugénie de Montijo ou

d'Alix de Hesse dont l'influence fut désastreuse tant pour Napoléon III que pour Nicolas II.

Intéressante occasion et jolie réussite pour une nouvelle visite de l'Histoire. Le choix des couples est judicieux et des découvertes sont à faire. On apprécie tant le bon style que l'utilisation très exacte et très fine des anecdotes. Le succès d'un tel livre est là. Prenez un universitaire chevronné qui a le sens du détail et un talent littéraire de la mise en scène de ce qu'il raconte. Tout y est sérieux mais jamais rude ni ennuyeux. Pas de concessions à la guimauve et au relativisme historique ambiant. Je vous recommande particulièrement Louise de Prusse, princesse de Mecklembourg-Schwerin qui eut une influence déterminante sur son pâle époux Frédéric-Guillaume III ; pleine de charme, d'un charisme certain, elle fut l'âme de la résistance contre Napoléon qui ne put jamais se l'attacher et n'en parla plus qu'avec une forme particulière d'admiration.

En bref, allez-y et vous ne serez pas déçus.

Pascal BEAUCHER

📖 (1) Jean-François Solnon - « *Les couples royaux dans l'histoire - Le pouvoir à quatre mains* », Perrin, prix franco : 24 €. 





# Impasse Montebourg

Retrouvons quelques informations occultées par la mise en scène médiatique des provocations antimusulmanes et de l'agitation salafiste : grève à la Banque de France contre le plan de restructuration ; conflit entre les syndicats et la direction de Sanofi qui prépare elle aussi un plan de restructuration ; grève des salariés d'Ikea Paris-Nord qui protestent contre les sous-effectifs et les bas salaires ; étude du Crédoc annonçant une baisse du pouvoir d'achat par ménage de 1,2 % pour 2012 et 2013, qui fait suite aux baisses de 2010 et 2011 (1). Cela signifie que la crise et les mesures d'austérité déjà prises par les sarkozystes aggravent mois après mois la situation dans notre pays.

Nous sommes sur la voie d'une récession grave. Nous sommes confrontés au risque d'une dépression. Pourquoi le président de la République ne prend-t-il pas la décision salvatrice de sortie de l'euro ? Pourquoi le gouvernement s'obstine-t-il dans une erreur manifeste ? Il était intéressant d'écouter le 21 septembre les réponses d'Arnaud Montebourg, invité par Mediapart à expliquer la politique gouvernementale et le rôle joué par son ministère. Les réponses de celui qui fit campagne sur le thème de la démondialisation ont été habiles mais fondamentalement décevantes.

L'habileté tient dans le discours volontariste : il faut « organiser l'effort collectif quand une entreprise est en difficulté » ; « nous pratiquons la stratégie allemande du chômage partiel » ; « notre travail est de secourir les outils industriels ce qui suppose parfois des sacrifices »... « Faire du

remède rapide pour éviter l'aggravation de la situation. Quand la croissance sera là, nous aurons encore des entreprises [qui auront peut-être maigri] »... Plus largement, Arnaud Montebourg s'est prononcé de manière un peu confuse pour une « révolution industrielle décentralisée » qui serait une « alliance entre le redressement économique et le redressement créatif au contraire du colbertisme » mais ce serait tout de même un « colbertisme partici-



patif » car « on ne refera pas une industrie centralisée » !

C'est une manière d'enterrer, sous des couronnes de fleurs, tout projet de nationalisation des secteurs-clés et le principe de la planification indicative. Le socialisme n'est plus socialiste, ce n'est pas une révélation mais Arnaud Montebourg nous avait laissé espérer, pendant sa campagne pour les primaires, qu'il pourrait retrouver le sens de sa tradition politique. Tel n'est pas le cas. Après d'autres, le ministre du Redressement productif fait de l'infirmier de campagne tout en nous affirmant que l'industrie nationale sera sauvegardée au prix de régimes amincissants. Illusion !

Illusion funeste. On ne construit pas une maison sous les bombes. On ne met pas en place un dispositif économique en vue d'une révolution industrielle en pleine offensive ennemie. On confond cure d'amaigrissement et pacte de famine. Arnaud Montebourg semble avoir oublié que le libre échange était et demeure la première cause de la crise. Il semble avoir oublié que l'Allemagne est d'autant moins un modèle qu'elle ne joue pas franc jeu dans la concurrence industrielle. Et il ne veut pas admettre que le Pacte budgétaire est un instrument structurel de régression économique et sociale qui contredit ses belles paroles sur le « redressement durable » : quant au TSCG, nous n'avons eu droit qu'à la reprise de la propagande gouvernementale.

Somme toute, Arnaud Montebourg se retrouve dans une impasse, aux côtés de ses collègues du gouvernement. S'il se contente, avec eux, d'aménager l'ultra-libéralisme sur quelques points mineurs en attendant les interventions de la Banque centrale européenne, l'ardent combattant de l'hiver dernier sera vite déconsidéré et rejeté. Les investissements continueront d'être découragés par la baisse du pouvoir d'achat et la croissance sera d'autant moins au rendez-vous que plusieurs de nos voisins s'enfoncent dans la crise économique et sociale. La reprise ne viendra pas de la Chine et de l'Inde, qui vont entrer en récession. La zone euro continuera d'être pour nous le piège qui nous asservit et nous mutile (2).

Nous sommes dans l'impasse, menés par des aveugles volontaires.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Cf. l'article de Laurent Mauduit sur le site (payant) Mediapart : <http://www.mediapart.fr/journal/economie/200912/la-france-s-enfonce-dans-une-crise-sociale-majeure>

(2) Cf. le blog de Jacques Sapir : <http://russeurope.hypotheses.org/>